

et du transport et des télécommunications (4,95 %) ainsi que dans différents autres domaines (13,5 %). Pour la période allant de 1974 à 1996, les sommes versées en cofinancement par le Fonds arabe ont représenté 31 % du montant total des prêts consentis aux organismes arabes, régionaux et internationaux. En raison de l'importance du secteur de l'électricité, la technologie et le savoir-faire des Canadiens sont bien connus et favorablement perçus. Hydro-Québec International travaille maintenant depuis plus de dix ans avec le Fonds arabe et participe actuellement à des études en vue de la mise en place d'un réseau interarabe de transport de l'électricité. Hydro-Ontario a aussi déjà travaillé avec le Fonds.

Subventions. Il s'agit principalement de subventions d'aide technique accordées pour la réalisation d'études de faisabilité ainsi que de projets de nature économique, sociale et culturelle, pour la mise en oeuvre de programmes de soutien administratif et de formation, pour le développement de programmes d'ordinateur de même que pour la mise en place de programmes de préservation du patrimoine arabe et de secours d'urgence. En 1996, le montant total des subventions versées a atteint près de 14 millions de dollars canadiens, dont 42,3 % a été consacré à l'amélioration des programmes de soutien administratif et de formation.

La démarche adoptée est comparable à celle de la Banque mondiale : étude de faisabilité, évaluation du projet, étude détaillée, visite des lieux, mise au point des derniers détails et accord initial, rapport final et signature (habituellement dans le pays bénéficiaire). Cependant, les choses se déroulent d'une façon plus simple et plus rapide dans le cas du Fonds, tout étant normalement terminé en six mois, en moyenne. Les règles de l'appel d'offres international s'appliquent. Le pays bénéficiaire propose des entreprises, les choix devant être approuvés par le Fonds. Dans le cas des projets particulièrement complexes, on applique un processus de présélection. Le Fonds peut parfois avoir recours à des ressources de l'extérieur; il assume rarement plus de 40 % du financement des projets et fait appel à des entreprises de l'extérieur pour les évaluations. Les entreprises canadiennes devraient donc, lorsqu'il y a lieu, inviter les pays bénéficiaires à s'adresser au Fonds arabe pour obtenir des fonds supplémentaires pour les projets bien intégrés (qui forment un tout). Le Fonds, dans la mesure où il remplit un rôle de coordination pour les autres fonds arabes, peut aussi être utile pour trouver des sources de co-financement.

On recommande aux consultants (et à certains fournisseurs) de s'inscrire en écrivant directement au service technique du Fonds. L'organisation travaille actuellement à l'établissement d'un système d'inscription normalisé qui devrait être accepté et utilisé par tous les fonds de développement du monde arabe.